

# L'Organisation du Marché de la Traduction au Burundi

Enock Havyarimana

E-mail : [enochelle1@gmail.com](mailto:enochelle1@gmail.com)

Université Panafricaine (PAU),

Institut de Gouvernance, de Sciences Sociales et Humaines (PAUGHSS),

Ecole supérieure de Traducteurs et Interprètes (ASTI), Cameroun

**Abstract:** *This study is based on the observation that the translation profession in Burundi receives little attention (Nkurunziza, 2021). The study aims to examine the organization of the translation market in Burundi. A quantitative methodology was used to conduct the study, in which a questionnaire was administered to 30 freelance translators and 15 clients. The results revealed the absence of regulatory standards and the dominance of natural translators in this market. As a result, it was concluded that the predominant language combinations in this market are Kirundi-French and French-Kirundi. Other language combinations such as French-English and English-French are less in demand than Kiswahili-Kirundi and Kirundi-Kiswahili. Despite all these language combinations, the monthly translation volume is estimated at 40 pages for freelance translators. In addition, it was found that the main clients on the market are NGOs, private companies, banks and individuals. Finally, the pricing of services is not the same; the price per page varies between 20,000 Fbu (or \$7.14) and 30,000 Fbu (or \$10.71). Overall, it is clear that the translation market in Burundi suffers from a lack of organization.*

**Keywords:** Burundi, linguistic context, organization, professional translation, translation market

## Résumé

*Cette étude repose sur l'observation selon laquelle la profession de la traduction au Burundi reçoit peu d'attention (Nkurunziza, 2021). L'étude vise à examiner l'organisation du marché de la traduction au Burundi. Pour mener cette étude, une méthodologie quantitative a été utilisée, où un questionnaire a été administré à 30 traducteurs indépendants et à 15 donneurs d'ouvrages. Les résultats ont révélé l'absence de normes réglementaires et la dominance des traducteurs naturels sur ce marché. Par conséquent, il a été conclu que les combinaisons linguistiques prédominantes sur ce marché sont le français-kirundi et le kirundi-français. D'autres combinaisons linguistiques telles que le français-anglais et l'anglais-français sont moins sollicitées que les combinaisons kiswahili-kirundi et kirundi-kiswahili. Malgré toutes ces combinaisons linguistiques, le volume mensuel de traduction est estimé à 40 pages pour les traducteurs indépendants. En outre, il a été constaté que les principaux clients sur le marché sont les ONG, les sociétés privées, les banques et les particuliers. Enfin, la tarification des services n'est pas uniforme ; le prix par page varie entre 20 000 Fbu (soit 7,14 \$) et 30 000 Fbu (soit 10,71 \$). Dans l'ensemble, il est clair que le marché de la traduction au Burundi souffre d'un manque d'organisation.*

**Mots clés :** Burundi, contexte linguistique, marché de traduction, organisation, traduction professionnelle

## 1. Contexte de l'étude

Le Burundi n'est pas épargné par les effets de la mondialisation. À l'heure actuelle, l'importance de la traduction ne peut plus être ignorée, car, selon Bizongwako (2019 :1), « l'efficacité des interactions économiques, politiques et socio-culturelles entre les pays du monde entier, qui utilisent différentes langues, exige une communication de qualité ». Ainsi, la traduction est devenue indispensable au cœur du processus d'internationalisation. Par conséquent, le marché de la traduction au Burundi est en plein essor, offrant de nombreuses opportunités aux professionnels de la traduction en raison de l'augmentation des échanges internationaux et de la nécessité de communiquer dans différentes langues. Selon Afolabi (2018 :34), cité par Volga (2013 :79), le marché de la traduction fait référence à la structure sociale dans laquelle les différents acteurs interagissent pour fournir et acquérir des services de traduction, principalement dans les secteurs public et privé. Nous soutenons l'idée qu'un marché de traduction est un lieu, qu'il soit virtuel ou physique, où les clients et les prestataires de services de traduction se rencontrent pour mener des échanges commerciaux liés à la traduction de documents, de sites web, de logiciels, de vidéos et d'autres supports de communication dans différentes langues. Toutes ces activités commerciales sont réalisées au Burundi.

En effet, outre d'autres communautés internationales, le Burundi est membre de quatre organisations régionales, à savoir : la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA), la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). En réalité, l'intégration régionale a permis l'ouverture du pays au reste du monde et a contribué au renforcement des échanges de

personnes et de biens à l'intérieur du pays, où le kirundi est la langue nationale (Cazenave & Piarrot, 2012). En 2014, le gouvernement du Burundi a adopté l'anglais comme troisième langue officielle, après le kirundi et le français. Le kiswahili, qui est la deuxième langue la plus parlée dans le pays et la langue officielle de la Communauté Est-Africaine (Bigirimana, 2020), est également intégré, et reste la langue commerciale dans la région des Grands Lacs où se trouve le Burundi (Cazenave & Piarrot, 2012). Ces situations linguistiques ont joué un rôle majeur dans l'attraction des investisseurs étrangers dans divers secteurs socio-économiques, ainsi que des organisations internationales non gouvernementales. Il convient de noter que tous ces développements ont créé de nouvelles opportunités, en particulier dans le domaine de la formation linguistique (Simons & Fennig, 2018). De plus, la traduction et l'interprétation ont gagné en importance pour faciliter la communication entre les parties prenantes, étant donné que de nombreuses parties impliquées peuvent provenir de milieux linguistiques variés.

Par ailleurs, l'article 5 de la Constitution post-transition, adoptée par référendum le 28 février 2005, stipule que : « la langue nationale est le kirundi. Les langues officielles sont le kirundi et les autres langues déterminées par la loi. Tous les textes législatifs doivent avoir leur version originale en kirundi ». Dans cette optique, il est évident que les besoins et les opportunités en matière de traduction sont une réalité au Burundi. De plus, avec la mondialisation croissante et l'afflux d'investissements étrangers, les individus et les agences fournissant des services de traduction connaissent une croissance économique exponentielle (Massardo, 2017).

Cependant, la situation actuelle du marché de la traduction au Burundi demeure largement méconnue. Selon Nkurunziza (2021 :42), « la traduction professionnelle au Burundi est peu prise en compte ». En réalité, ce marché semble ne pas être réglementé. De plus, le rôle du gouvernement dans l'amélioration de cette profession, qu'elle soit exercée en personne ou en ligne, demeure flou.

Cette étude vise donc à présenter l'état des lieux du marché de la traduction au Burundi en mettant l'accent sur son organisation, tout en examinant les principaux acteurs, les combinaisons linguistiques, le cadre légal, la facturation, l'usage des TAO, la typologie des textes traduits, ainsi que le volume de traduction mensuel. Ce sujet est choisi car, bien que le marché de la traduction existe dans le pays, peu d'études ont été menées à ce sujet jusqu'à présent.

## **2. Question de recherche**

L'objectif de cette étude est de fournir des réponses à la question suivante :

Comment est organisé le marché de la traduction au Burundi ?

## **3. Objectif de l'étude**

L'étude vise à :

Examiner l'organisation du marché de la traduction au Burundi

## **4. Revue de la littérature**

Dans cette section, l'accent est mis sur la revue conceptuelle, qui vise à définir les concepts clés. La revue théorique examine la théorie qui sous-tend l'étude, tandis que la revue empirique met en évidence les données de référence liées au marché de la traduction.

### **4.1. Revue conceptuelle**

Dans cette section, il est question de définir les concepts clés afférents à la présente étude. Ces concepts sont : traduction et marché de traduction. En plus, l'historique du multilinguisme et le statut des langues parlées au Burundi sont éclairés dans cette section.

#### **4.1.1. La notion de traduction**

Le concept de « traduction » peut être défini selon différentes perspectives, car il peut faire référence au processus, au produit ou au domaine d'étude. Lederer (2006 : 49) définit la traduction comme « un acte de création d'équivalences ad hoc, ponctué par l'insertion d'équivalences préexistantes », tandis que Vinay et Darbelnet (1977 : 19) considèrent la traduction comme « le passage d'une langue A à une langue B pour exprimer la même réalité ». Selon Ladmiral (1979 : 15), « la traduction est un cas particulier de convergence linguistique au sens le plus large, elle désigne toute forme de médiation interlinguistique permettant de transmettre l'information entre les locuteurs de langues différentes ».

De manière générale, la traduction consiste en une activité ou un processus de transfert d'un message écrit d'une langue source vers une autre langue cible. L'objectif ou la fonction principale de la traduction est de servir de moyen de communication (Nord, 2014).

#### **4.1.2. La notion de marché de la traduction**

Un marché de la traduction est un lieu, qu'il soit virtuel ou physique, où les clients et les prestataires de services de traduction se rencontrent afin de réaliser des transactions commerciales liées à la traduction de documents, de sites web, de logiciels, de vidéos et d'autres supports de communication dans différentes langues. Selon Afolabi (2018) cité par Volga (2013 : 79), le marché de la traduction fait référence à la structure sociale dans laquelle différents acteurs interagissent pour fournir et acquérir des services de traduction, notamment dans les secteurs public et privé.

Les marchés de la traduction offrent aux clients la possibilité de trouver des prestataires de services de traduction professionnels et qualifiés, ainsi qu'aux traducteurs de trouver des clients ayant besoin de services de traduction. Ces marchés peuvent englober des agences de traduction, des traducteurs indépendants, des plateformes de traduction en ligne, et autres.

#### **4.1.3. Historique du multilinguisme au Burundi**

Avant l'arrivée des étrangers au Burundi, le kirundi était la seule langue parlée sur le territoire. En d'autres termes, le Burundi était un pays caractérisé par un monolinguisme presque parfait. C'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, plus précisément en 1897, que le kiswahili a été introduit par les commerçants tanzaniens, devenant ainsi la première langue étrangère parlée dans le pays (Ntiranyibagira, 2017). En d'autres termes, l'arrivée des Arabes, premiers occupants du Burundi, a eu un impact sur la situation linguistique, car ils ont introduit le kiswahili et l'arabe, des langues qui ont renforcé l'expansion de l'Islam dans le pays. En réalité, ce sont les Arabes qui ont introduit l'écriture au Burundi (Bigirimana, 2009). Cela a ouvert la voie à la pluralité linguistique, car en plus du kirundi, la langue préexistante, les Arabes utilisaient le kiswahili et l'arabe pour mener leurs activités commerciales, ce qui a conduit à l'émergence du kiswahili et de l'arabe au Burundi (Bigirimana, 2009).

Le français, quant à lui, a été introduit par les colons belges en 1916, au début de la colonisation du Burundi par la Belgique. L'anglais est la quatrième langue parlée au Burundi, en plus du kirundi, du français et du kiswahili. En dehors de ces quatre langues, il existe d'autres langues généralement parlées par des communautés d'immigrés, notamment les Chinois, les Rwandais, les Russes, les Allemands, les Sénégalais, les Belges, les Congolais (RDC), les Arabes et les Nigériens, pour n'en citer que quelques-uns.

#### **4.1.4. Statut des langues parlées au Burundi**

De manière générale, c'est la politique linguistique qui confère un statut aux langues parlées dans un pays. Selon le Conseil de l'Europe (2007 : 17), « la politique linguistique est une action volontaire, officielle ou militante, visant à intervenir sur les langues dans leurs formes, dans leurs fonctions sociales (choix d'une langue comme langue officielle ou langue nationale) ou dans leur place dans l'enseignement. Dans l'attribution du statut, le contexte joue un rôle crucial ».

La politique linguistique du Burundi a été largement influencée par le contexte régional et international multilingue, comme le souligne Ntiranyibagira (2017). En effet, le Burundi est membre de plusieurs organisations régionales et internationales qui présentent des particularités linguistiques auxquelles le pays doit s'adapter. Deux langues se démarquent particulièrement : le français et l'anglais. L'adhésion du Burundi à des organisations telles que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en 1970 et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) en 2007, ainsi que son désir de promouvoir un multilinguisme social, ont grandement influencé la politique linguistique en vigueur (Habonimana et Mazunya, 2010, cités dans Ntiranyibagira, 2017). Il convient de noter que ces deux organisations utilisent respectivement le français et l'anglais comme langues officielles.

L'article 5 de la Constitution post-transition, adoptée par référendum le 28 février 2005, énonce que « la langue nationale est le kirundi. Les langues officielles sont le kirundi et les autres langues déterminées par la loi. Tous les textes législatifs doivent avoir leur version originale en kirundi ». Cependant, cet article ne précise pas quelles sont ces autres langues.

Afin de lever cette ambiguïté, une loi portant statut des langues au Burundi a été adoptée en 2014. Cette loi confère le statut de langue officielle au kirundi, au français et à l'anglais. En d'autres termes, le Burundi compte actuellement trois langues officielles, à savoir le kirundi, le français et l'anglais. Quant au kiswahili, il bénéficie du statut de langue de communication régionale. La même loi stipule que le kirundi, le français et l'anglais sont des langues d'enseignement, tandis que le kiswahili est considéré comme une langue enseignée.

#### **4.2. Revue théorique**

Dans cette section, il est prévu de présenter la théorie qui sert de fondement à notre étude. L'approche suivante a été identifiée et mise en évidence.

##### **Approche fonctionnelle**

L'approche fonctionnelle a été développée par Alfred Marshall, économiste britannique, considéré comme l'un des fondateurs de l'économie moderne. Il a développé l'approche fonctionnelle dans son ouvrage « *Principes d'économie* » publié en 1890. Marshall a mis l'accent sur l'analyse des fonctions économiques, telles que la production, la consommation et la distribution, et a étudié comment ces fonctions interagissent dans le cadre d'un marché.

L'énoncé de l'approche fonctionnelle est que les différentes parties d'un système ou d'une organisation remplissent des fonctions spécifiques qui contribuent à son bon fonctionnement global. Selon cette approche, chaque élément ou acteur a un rôle déterminé à jouer pour atteindre les objectifs du système dans son ensemble.

Par exemple, dans le domaine de la gestion organisationnelle, l'approche fonctionnelle analyse les différentes fonctions et rôles des individus au sein d'une organisation, ainsi que la coordination et la coopération nécessaires pour atteindre les objectifs organisationnels.

L'approche fonctionnelle est pertinente pour l'étude du marché de la traduction au Burundi car elle permet de comprendre comment ce marché opère et les conditions dans lesquelles les échanges de services de traduction ont lieu. En adoptant cette approche, on peut analyser les différents acteurs impliqués dans le marché de la traduction au Burundi, tels que les traducteurs, les agences de traduction et les clients, ainsi que les interactions entre eux.

En examinant le fonctionnement du marché de la traduction au Burundi, on peut identifier les principaux facteurs qui influencent les échanges de services de traduction, tels que l'offre et la demande de traducteurs, les tarifs pratiqués, les compétences linguistiques requises, les besoins spécifiques des clients, etc.

### 4.3. Revue empirique

Dans cette section, nous présentons une revue de la littérature portant sur le marché de la traduction. En effet, nous examinons les études menées sur les marchés de la traduction au Tchad, en France, au Sénégal et en Turquie.

Depuis plusieurs décennies, la formation de traducteurs en tant que discipline à part entière est un domaine de recherche d'une grande importance qui a suscité l'intérêt des chercheurs et des enseignants dans le domaine de la traduction à travers le monde (Bandia, 2005). Cependant, jusqu'à présent, les recherches réalisées sur cette discipline au Burundi sont peu nombreuses. Par conséquent, cette étude passe en revue certaines études réalisées sur le marché de la traduction dans d'autres pays que le Burundi.

Pabame (2017) a mené une étude exploratoire en rapport avec l'état des lieux, défis et perspectives du marché de la traduction au Tchad. Sa recherche s'est fixée trois objectifs à savoir : (1) montrer qu'il existe bel et bien un marché de la traduction au Tchad et en donner une description ; (2) relever les difficultés du marché de la traduction au Tchad ; et (3) proposer quelques stratégies permettant de stimuler davantage l'essor de ce marché. Les résultats de l'étude ont montré que les traducteurs exerçant au Tchad sont relativement matures pour la plupart (92,31% ont entre 30 et 65 ans) qui disposent également de longues années d'expérience (46% ont entre 5 et 15 ans de service). Par ailleurs, ces acteurs disposent d'un niveau d'étude moyen, la plupart étant titulaire d'une licence, sauf 46,15% qui ont un master. De plus, on distingue sur le marché des employeurs tels que les institutions publiques et privées, les ONG et les institutions internationales qui non seulement recrutent, mais sont aussi des donneurs d'ouvrage aux traducteurs qui travaillent majoritairement en interne, mais aussi comme des freelances. Les textes qu'ils reçoivent alors à traduire sont de divers ordres, dont les rapports, textes économiques, politiques, scientifiques, publicitaires, médicaux et de presses. Ces travaux se font dans sept principales combinaisons linguistiques dont les plus importantes sont anglais-français et inversement, suivies de français-arabe et arabe-français, puis arabe-anglais et anglais-arabe et enfin espagnol-français.

L'étude menée par Mbodji (2016) pose le problème de l'organisation du marché de la traduction au Sénégal, avec comme objectif l'exploration dudit marché. Les résultats ont révélé l'existence de véritables acteurs sur le marché de la traduction au Sénégal, capables de le dynamiser en créant un environnement favorable. Les résultats confirment également que l'ouverture récente d'un programme de traduction et d'interprétation à l'université Gaston Berger de Saint Louis favorise la formation de traducteurs et contribuera à long terme à l'augmentation du nombre de traducteurs qualifiés sur le marché. L'étude indique par ailleurs que les combinaisons linguistiques évoluent progressivement des langues étrangères vers les langues indigènes. Cependant, selon Mbodji (2016), il existe plusieurs défis liés au marché de la traduction au Sénégal. Certains de ces défis comprennent : le manque de reconnaissance officielle, la qualité de la formation, une faible rémunération, le manque de collaboration et l'usage limité des technologies.

Gumus (2013) affirme qu'en Turquie, le marché de la traduction n'emploie pas seulement les diplômés des départements de formation des traducteurs. Le marché est ouvert aux diplômés des départements d'enseignement des langues étrangères, de linguistique et de langues et littératures étrangères, ou dans certains cas, à toute personne parlant une langue étrangère. Le chercheur

soutient que les traducteurs doivent se tourner vers un notaire public pour devenir traducteurs assermentés et fournir la preuve de leur maîtrise de la combinaison linguistique pour laquelle ils postulent. Gumus (2013) soutient également que les associations de traducteurs ont une histoire relativement récente en Turquie, à l'exception de l'association des interprètes de conférence, fondée il y a plus de 40 ans. Depuis l'an 2000, certaines associations ont été créées dans le but d'améliorer les normes professionnelles de la traduction et de relever le statut des traducteurs. De plus, les résultats de cette étude révèlent que le travail en tant que freelance est une activité professionnelle importante sur le marché de la traduction. Le chercheur a constaté que, après l'obtention de leur diplôme, les traducteurs sont le plus souvent amenés à exercer en tant que freelance.

Gouanvic (2010) a mené une étude sur le marché de la traduction en France. Selon le chercheur, le marché français englobe divers acteurs tels que les agences de traduction, les traducteurs indépendants et les plateformes de traduction en ligne, entre autres. Les études montrent que la valeur du marché de la traduction en France s'élevait à 2,1 milliards d'euros en 2018, enregistrant une augmentation de 4,8 % par rapport à l'année précédente. Les principaux secteurs demandeurs de services de traduction comprennent les entreprises multinationales, les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les médias, l'édition et l'industrie du tourisme. En ce qui concerne la tarification, les tarifs de traduction en France dépendent généralement de plusieurs facteurs tels que le type de document, le niveau de difficulté, la combinaison linguistique, le délai de livraison et l'expérience du traducteur. Ainsi, les tarifs peuvent varier de 0,10 € à 0,30 € par mot pour les traductions de base, et atteindre 0,50 € à 1 € ou plus par mot pour les traductions de haute qualité et les services spécialisés. Les études soulignent également que les tarifs de traduction en France peuvent varier considérablement d'un prestataire à l'autre en fonction de leur niveau d'expertise, de leur réputation et de leur localisation géographique.

Les littératures passées en revue nous ont permis de mener une étude visant à présenter l'état des lieux des services de la traduction au Burundi, car il est évident que l'organisation du marché de la traduction peut varier en fonction de différents facteurs tels que le pays, la région et l'évolution du secteur (Massardo, 2017). En effet, la profession de traduction connaît peu de recherches au Burundi. Pour ce faire, il est essentiel de mener une étude approfondie visant à démontrer la situation du marché de la traduction au Burundi, et enfin à envisager des stratégies pour son optimisation.

## 5. Méthodologie de recherche

Afin d'obtenir les données nécessaires pour répondre aux questions formulées précédemment, et compte tenu de la nature de nos questions de recherche, nous avons utilisé la méthode quantitative où les répondants étaient invités à cocher la réponse appropriée selon leur point de vue. Nous avons donc utilisé le questionnaire comme outil de sondage. Cette recherche a été menée au Burundi, en se concentrant spécifiquement sur le marché de la traduction local.

En ce qui concerne la population étudiée, nous avons opté pour des méthodes d'échantillonnage non aléatoires, qui consistent à sélectionner les individus de la population cible en fonction de critères subjectifs. Dans le cadre de ces méthodes, nous avons choisi l'échantillonnage raisonné et l'échantillonnage boule de neige. Selon Masinda (2014), l'échantillonnage raisonné permet à l'enquêteur de décider d'interroger un segment spécifique de la population cible, sur la base de son propre raisonnement qui lui fait supposer que ce segment est représentatif. Quant à l'échantillonnage boule de neige, l'enquêteur utilise cette méthode lorsque la population cible est restreinte.

Ainsi, nous avons pu constituer un échantillon de trente (30) traducteurs indépendants et quinze (15) donneurs d'ouvrages, à qui nous avons administré les différents questionnaires.

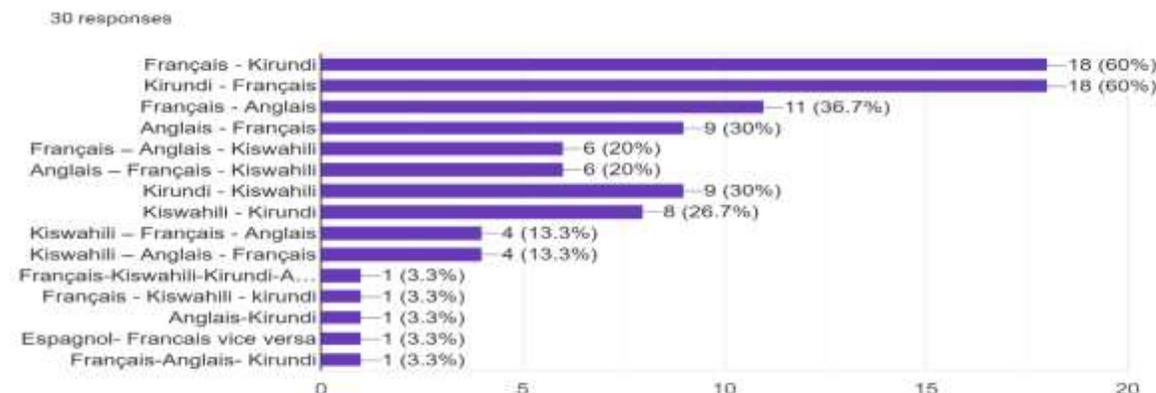
Il convient de noter que les questionnaires ont été créés sur Google Forms, permettant aux répondants d'y accéder et de les remplir à leur convenance. Ce logiciel nous a également permis d'analyser les données de manière statistique et de générer des diagrammes. Les questionnaires ont été diffusés en ligne via des canaux de communication tels que WhatsApp et l'e-mail. En ce qui concerne la validité, nous avons effectué des vérifications de validité de contenu.

## 6. Analyse des données et interprétation des résultats

L'objectif de la présente étude consiste à présenter un état des lieux du marché de la traduction au Burundi, en mettant un accent particulier sur son organisation. Pour répondre à cette problématique, deux enquêtes distinctes ont été menées, l'une auprès des traducteurs indépendants et l'autre auprès des donneurs d'ouvrages. Dans cette section, nous procédons à l'analyse des données obtenues afin de recueillir des informations relatives à la situation de ce dernier.

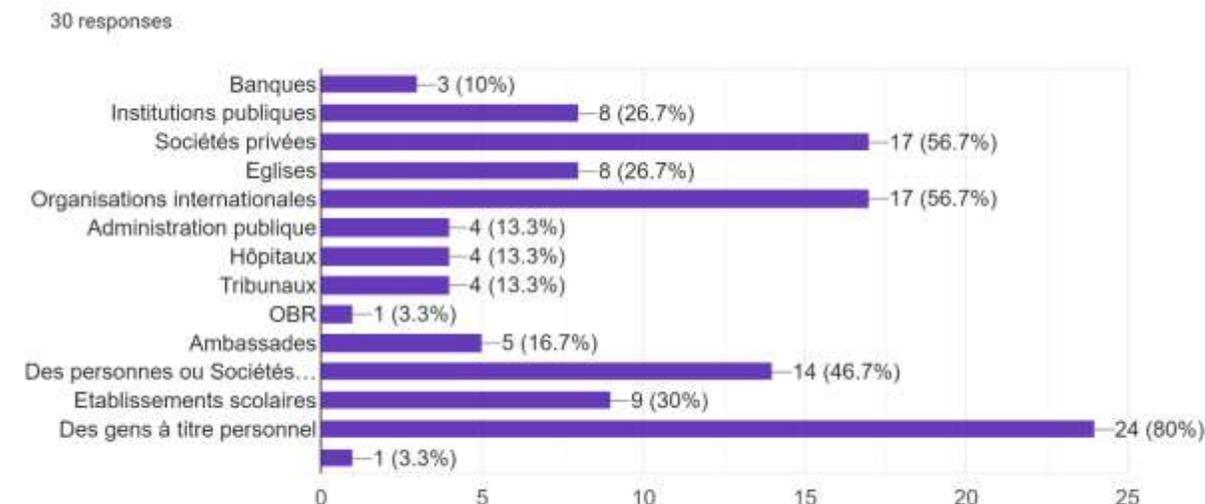
### 6.1. L'organisation du marché de la traduction selon les traducteurs indépendants

**Combinaisons linguistiques**



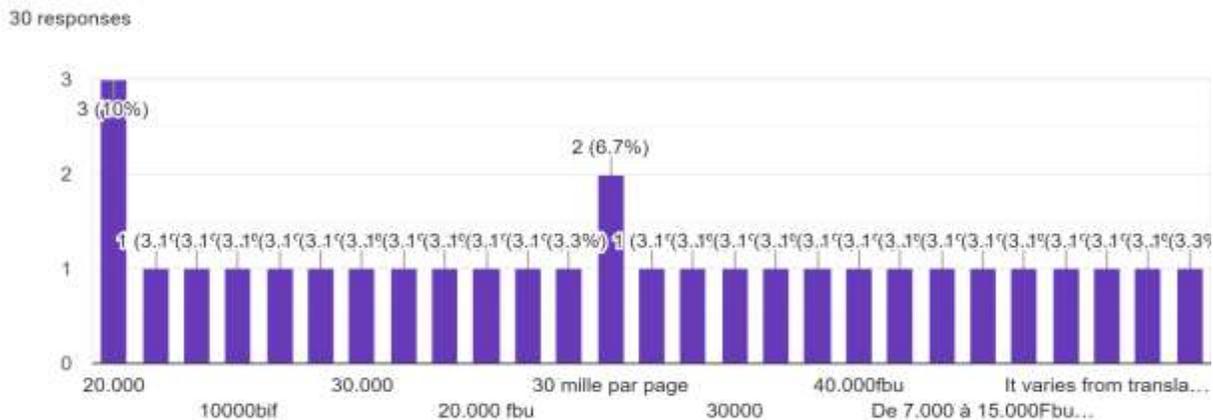
La figure ci-dessus présente les combinaisons linguistiques les plus demandées sur le marché de la traduction au Burundi. On constate que la combinaison français-kirundi représente 60 % des demandes, de même que pour la combinaison kirundi-français. Ensuite, on observe une demande significative pour les combinaisons français-anglais (36,7 %) et anglais-français (30 %). Les combinaisons comprenant le kiswahili sont également présentes, avec une demande de 20 % pour le français-anglais-kiswahili et le anglais-français-kiswahili. Les combinaisons kirundi-kiswahili (30 %) et kiswahili-kirundi (26,7 %) sont également sollicitées. Les combinaisons impliquant l'espagnol et le français, ainsi que l'anglais, représentent chacune 3,3 % des demandes. Enfin, la combinaison français-anglais-kirundi est également présente à hauteur de 3,3 %. Ces résultats mettent en évidence la prédominance des combinaisons linguistiques français-kirundi et kirundi-français sur le marché de la traduction au Burundi, suivies de près par le français-anglais et le kirundi-kiswahili.

**Clients de services de traduction**



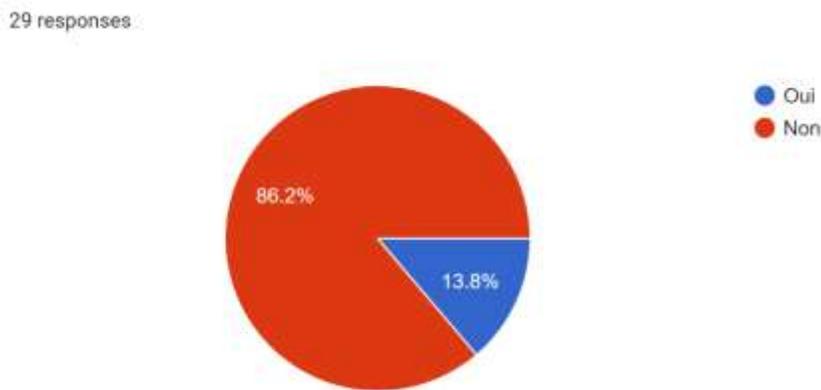
La figure ci-dessus présente une typologie des clients requérant les services de traduction au Burundi. Les répondants ont été invités à mentionner leurs clients, et ceux-ci ont été répertoriés comme suit, avec leur fréquence en pourcentage : les banques représentent 10 %, les institutions publiques 26,7 %, les sociétés privées 56,7 %, les églises 26,7 %, les organisations internationales 56,7 %, l'administration publique 13,3 %, les hôpitaux 13,3 %, les tribunaux 13,3 %, l'OBR 3,3 %, les ambassades 16,7 %, les personnes ou sociétés à l'étranger 46,7 %, les établissements scolaires 30 %, les particuliers 80 %, et autres 3,3 %. En analysant la fréquence moyenne de ces clients sur le marché, il est clair que les principaux clients dans le domaine de la traduction au Burundi sont les particuliers, les organismes internationaux et les sociétés privées.

**Facturation en FBU par page**



La tarification des services de traduction au Burundi a également été abordée. La figure ci-dessus met en évidence la facturation des services de traduction, où le prix par page varie de 7 000 Fbu (soit 2,5 \$) à 40 000 Fbu (soit 14,28 \$). Selon la figure, la majorité des traducteurs indépendants au Burundi, soit 10 % des répondants, facturent 20 000 FBU (soit 7,14 \$) par page, tandis que 6,7 % facturent 30 000 FBU (soit 10,71 \$) par page. Ainsi, nous pouvons conclure que le prix moyen par page est fixé à 20 000 FBU (soit 7,14 \$).

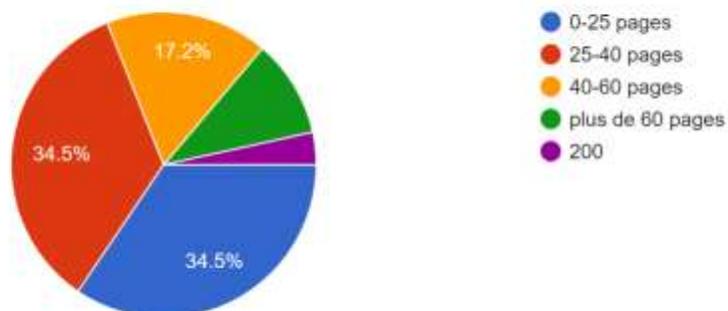
**Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction**



La figure ci-dessus indique que 86,2 % des répondants affirment qu'il n'existe pas d'agence gouvernementale réglementant les services de traduction, tandis que 13,8 % des répondants affirment l'existence d'un cadre réglementaire. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas de cadre réglementaire pour les services de traduction au Burundi.

### Volume de traduction mensuel

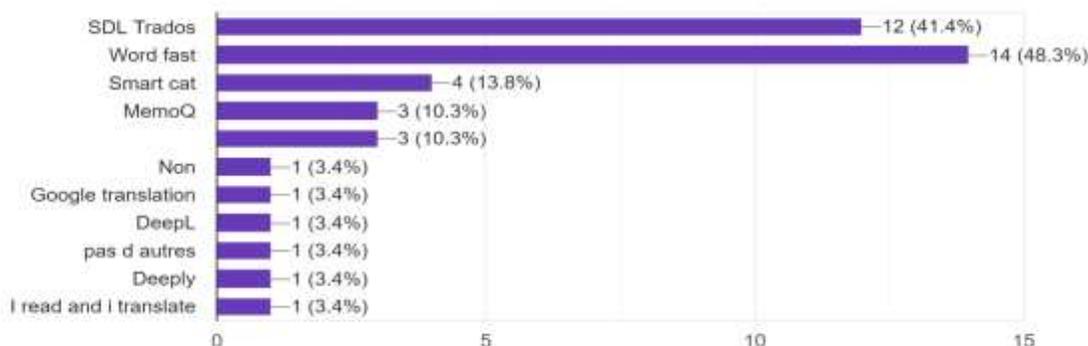
29 responses



La figure ci-dessus met en évidence le volume de traduction estimé par mois. Selon les résultats, 34,5 % des répondants affirment traduire entre 25 et 40 pages par mois. Le même pourcentage de répondants déclare effectuer un volume de traduction mensuel de 0 à 25 pages, tandis que 17,2 % affirment traduire entre 40 et 60 pages par mois. Ainsi, nous pouvons retenir que les traducteurs indépendants au Burundi réalisent un volume de traduction mensuel allant de 0 à 40 pages.

### Utilisation des TAO

29 responses

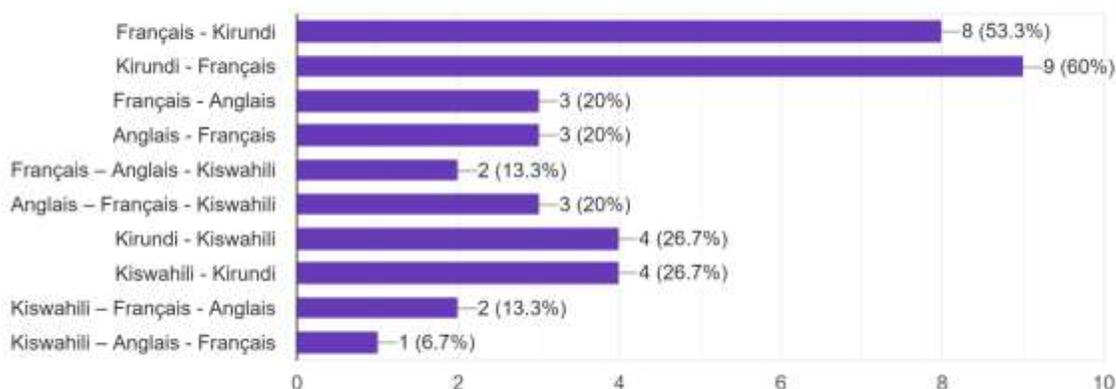


La figure ci-dessus met en évidence l'utilisation des outils d'aide à la traduction sur le marché burundais. Les logiciels les plus utilisés, selon les répondants, sont répertoriés comme suit, avec leur fréquence en pourcentage : SDL Trados avec 41,4 % et Wordfast avec 48,3 %. D'autres logiciels tels que Smartcat sont utilisés par 13,8 % des répondants, suivi de MemoQ avec 10,3 %, Google Translate avec 3,4 % et DeepL avec 3,4 %. Ainsi, nous pouvons conclure que les logiciels les plus couramment utilisés sur le marché de la traduction au Burundi sont Wordfast et SDL Trados.

### 6.2. L'organisation du marché de la traduction selon les donneurs d'ouvrages

**Combinaisons linguistiques sollicitées**

15 responses



Les donneurs d’ouvrages ont été invités à indiquer les combinaisons linguistiques qu’ils sollicitent le plus souvent sur le marché. La figure ci-dessus présente les combinaisons linguistiques sollicitées par les donneurs d’ouvrages et leur fréquence en pourcentage : français-kirundi représenté à 53,3 %, kirundi-français à 60 %, français-anglais à 20 %, anglais-français à 20 %, français-anglais-kiswahili à 13,3 %, anglais-français-kiswahili à 20 %, kirundi-kiswahili à 26,7 %, kiswahili-kirundi à 26,7 %, kiswahili-français-anglais à 13,3 %, et kiswahili-anglais-français à 6,7 %. Selon les résultats et en considérant la moyenne de 20 %, il apparaît que les combinaisons linguistiques les plus sollicitées par les donneurs d’ouvrages au Burundi sont principalement le français-kirundi et le kirundi-français, suivis du kirundi-kiswahili et du français-anglais.

**Catégorie de traducteurs préférés**

15 responses

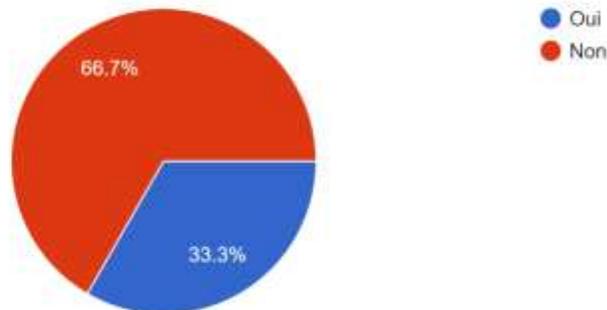


Les donneurs d’ouvrages ont été priés de spécifier leur préférence quant à la collaboration avec des traducteurs indépendants ou des agences. Les données présentées ci-dessus révèlent que 53,3 % des donneurs d’ouvrages optent pour les services des agences, tandis

que 46,7 % préfèrent travailler avec des traducteurs indépendants. Il en découle donc que la majorité des donneurs d'ouvrages au Burundi privilégient la collaboration avec les agences de traduction.

### Demande régulière des services de traduction

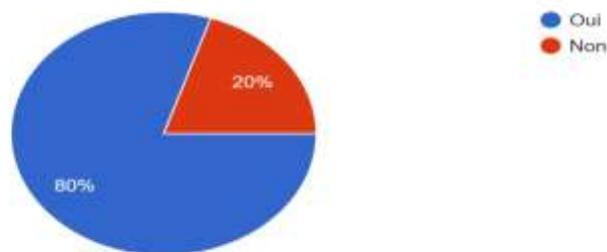
15 responses



Dans le cadre de la présente étude, les donneurs d'ouvrages ont été priés de déclarer s'ils font appel aux services de traduction de manière régulière. La figure ci-dessus révèle que 66,7 % des donneurs d'ouvrages indiquent ne pas solliciter régulièrement les services de traduction. En revanche, 33,3 % de ces derniers affirment rechercher régulièrement ces services. Il en découle donc que les donneurs d'ouvrages au Burundi n'ont pas recours de manière régulière aux services de traduction.

### Existence de traducteurs professionnels

15 responses



Les donneurs d'ouvrages ont été invités à indiquer s'ils parviennent à trouver les traducteurs professionnels dont ils ont besoin. Cette question a été posée dans le but de déterminer si le marché de la traduction au Burundi connaît des traducteurs professionnels ou non. La figure ci-dessus révèle que 80 % des donneurs d'ouvrages parviennent à trouver les traducteurs professionnels, tandis que 20 % s'opposent à cette affirmation. Sur la base de ces données, nous pouvons conclure que les donneurs d'ouvrages parviennent à trouver sur le marché les traducteurs professionnels dont ils ont besoin.

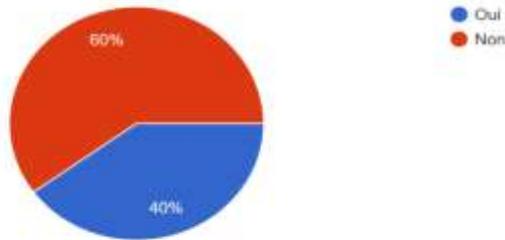
### La tarification par page

No	Rémunération par page en FBU	Fréquence	Pourcentage
1.	30 000	7	46,66
3.	40 000	5	33,33
5.	10 000	1	6,66
6.	25 000	1	6,66
9.	20 000	1	6,66

En ce qui concerne la question de la rémunération des traducteurs par page, la figure ci-dessus indique que les prix par page varient entre 10 000 FBU, soit 3,57 \$, et 40 000 FBU, soit 14,28 \$. Selon la figure, la répartition des valeurs de rémunération est la suivante : 10 000 FBU, soit 6,66 % ; 20 000 FBU, soit 6,66 % ; 25 000 FBU, soit 6,66 % ; 30 000 FBU, soit 46,66 % ; et enfin 40 000 FBU, soit 33,33 %. Il en ressort donc que la rémunération par page est fixée à 30 000 FBU, soit 10,71 \$.

### Facturation uniforme pour les traducteurs indépendants et les agences de traduction

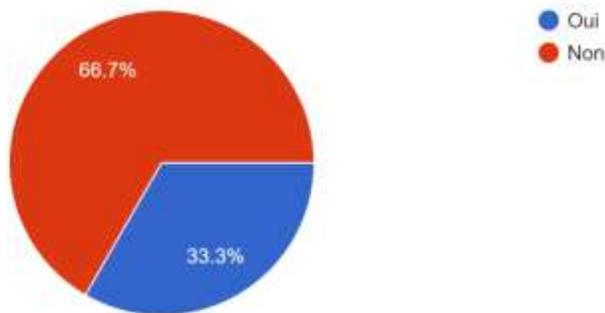
15 responses



En ce qui concerne la question de l'uniformité de la facturation sur le marché de la traduction au Burundi, 60 % des donneurs d'ouvrages affirment que la facturation varie d'un traducteur à l'autre, tandis que 40 % déclarent que le prix reste le même pour tous les traducteurs indépendants et les agences. Sur la base de la fréquence en pourcentage, nous pouvons conclure que la facturation des services de traduction n'est pas uniforme sur le marché de la traduction au Burundi.

### Existence d'un cadre réglementaire pour les services de traduction

15 responses

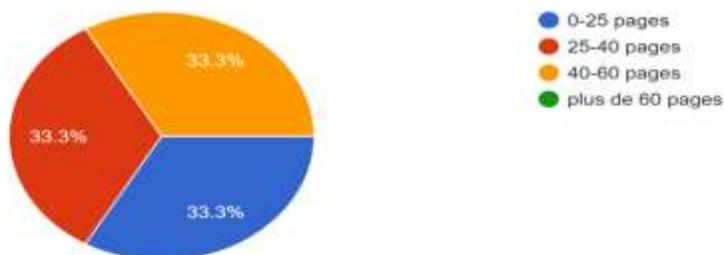


Les donneurs d'ouvrages ont été invités à indiquer s'ils connaissent l'institution gouvernementale chargée de réglementer les services de traduction au Burundi. Les données révèlent que 66,6 % des répondants ne sont pas au courant de l'existence d'une agence

burundaise réglementant le marché de la traduction. Les autres répondants, soit 33,3 %, affirment qu'il existe un cadre réglementaire pour la traduction dans le pays. Il en ressort donc qu'il n'existe pas de cadre réglementaire pour les services de traduction au Burundi.

### Volume de traduction mensuel

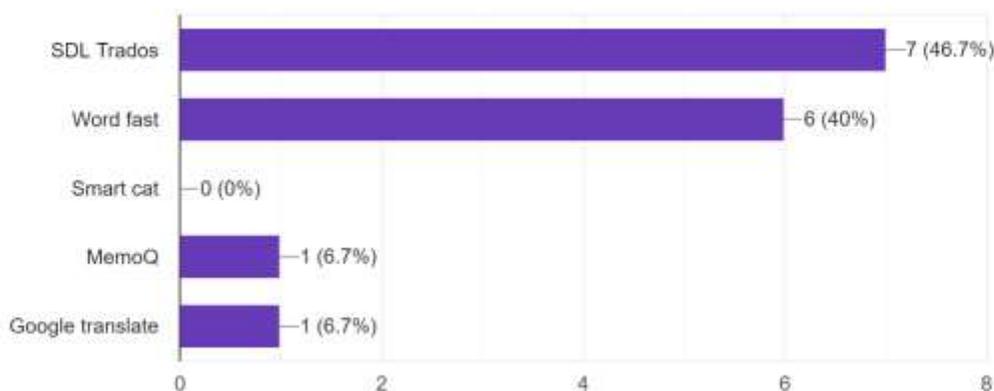
15 responses



Les répondants ont été invités à s'exprimer en fonction de leur volume de traduction mensuel. La figure ci-dessus révèle que 33,3 % des répondants effectuent un volume de traduction compris entre 0 et 25 pages, le même pourcentage pour les volumes de 25 à 40 pages et de 40 à 60 pages. Sur la base de ces résultats, nous pouvons conclure que le volume de traduction mensuel demandé sur le marché est en général situé entre 0 et 60 pages.

### Usage des TAO exigées

15 responses



La traduction implique l'utilisation d'outils informatiques. Dans cette optique, les répondants ont été invités à indiquer les outils d'aide à la traduction (TAO) qu'ils préfèrent chez les traducteurs ou les agences. La figure ci-dessus met en évidence les TAO recommandés et leur fréquence en pourcentage : Google Translate 6.7% ; MemoQ 6,7 % ; Smartcat 0 % ; Wordfast 40 % et SDL Trados 46,7 %. Il en découle donc que SDL Trados est principalement recommandé sur le marché.

## 7. Conclusion

La présente étude a présenté l'état des lieux du marché de la traduction au Burundi d'après les traducteurs indépendants et les donneurs d'ouvrages, qui sont des acteurs clés de ce dernier. Après avoir synthétisé les données quantitatives obtenues auprès des participants à cette étude, les résultats ont révélé l'absence de normes réglementaires dans ce domaine. En réalité, malgré la politique linguistique du pays qui stipule que la traduction doit être enseignée et joue un rôle essentiel dans la coexistence des trois langues officielles du pays, ainsi que du kiswahili, langue véhiculaire de la Communauté Est-Africaine, l'implication du gouvernement dans

la promotion des services de traduction reste peu visible. Les résultats ont également montré que le marché est principalement dominé par des traducteurs naturels. Par conséquent, il a été conclu que les combinaisons linguistiques prédominantes sur ce marché sont le français-kirundi et le kirundi-français. Les combinaisons linguistiques impliquant des langues européennes telles que le français-anglais et l'anglais-français sont moins sollicitées que les combinaisons kiswahili-kirundi et kirundi-kiswahili. Cette tendance peut être attribuée au contexte linguistique du pays, où la langue la plus parlée est le kirundi, suivie du kiswahili. Malgré la prédominance des combinaisons linguistiques les plus recherchées sur le marché, le volume mensuel de traduction est estimé à 40 pages pour les traducteurs indépendants. Cette situation s'explique par le fait que les clients ne sont pas réguliers. Malgré cette clientèle irrégulière, il a été constaté que les principaux clients sur le marché sont les ONG, les sociétés privées, les banques et les particuliers. De plus, en ce qui concerne l'organisation du marché, l'entrée dans ce domaine n'est pas réglementée ; les traducteurs ne sont pas tenus de prêter serment avant de se lancer dans leurs activités. Par conséquent, la tarification des services n'est pas uniforme ; le prix par page varie entre 20 000 FBU (soit 7,14 \$) et 30 000 FBU (soit 10,71 \$). Dans l'ensemble, il est clair que le marché de la traduction au Burundi souffre d'un manque d'organisation.

Il est important de souligner que cette étude, centrée sur l'organisation du marché de la traduction au Burundi, n'a pas pu aborder tous les aspects de la question en raison de contraintes de temps. Par conséquent, elle ouvre encore de nombreuses perspectives de recherche pour les futurs chercheurs.

## 8. Références bibliographiques

- Adomako, A. (2021). An overview of the translation market in Ghana: opportunities and challenges. Mémoire de master inédit. ASTI, PAUTRAIN, Université de Buea.
- Afolabi, O. (2018). Analyse des besoins du marché de la traduction et de l'interprétation : vers l'optimisation de la formation des traducteurs et interprètes professionnels au Nigéria. Doctorat en linguistique - traductologie Philosophiæ doctor (Ph. D.) Québec, Canada.
- Bigirimana, J. B. (2009). Translation as a Dynamic Model in the Development of the Burundi Constitution (s). In *Translation issues in language and law* (pp. 193-212). Palgrave Macmillan, London.
- Bigirimana, C. (2020). The System of Communication within the EAC. *Popular Participation in the Integration of the East African Community: Eastafricanness and Eastafricanization*, 231
- Bizongwako, A. (2019). Evaluation du programme de formation d'interprètes de l'Université de Ngozi au Burundi. Mémoire de master inédit. ASTI, Université de Buea.
- Cazenave & Piarrot (2012). Le Kiswahili au Burundi : un front pionnier linguistique. Université Toulouse 2 Le Mirail.
- Gouadec, D. (2003). "Notes on Translator-Training". In *Innovation and E-Learning in Translator Training*. Tarragona: Universitat Rovira I Virgili. 11-19.

- Gumus, V. (2013). Training for the translation market in turkey: an analysis of curricula and stakeholders. Doctoral Thesis. Universitat Rovira I Virgili.
- Kothari, C.R. (2004). *Research Methodology, Methods and Techniques*. (2<sup>nd</sup> Ed.) New Delhi: New Age International (P) Ltd
- Ladmiral, J. (1979) : *Traduire - théorèmes pour la traduction*. Paris : Payot.
- Lagarde, L. (2009). *Le traducteur professionnel face aux textes techniques et à la recherché documentaire. Linguistique*. Université de la Sorbonne nouvelle – Paris III. France.
- Lederer, M. (2007). « Can Theory help Translator and Interpreter Trainers and Trainees? », *Interpreter and Translator Trainer*, vol. 1, n° 1, p. 15-35
- Loi n°1/ 010 du 18 mars 2005 Portant Promulgation de la Constitution de la République du Burundi. (2005). Constitution de la République Du Burundi.
- Masinda, C. (2014). *Introduction to Research Methodologies*. Department of History and Cultural Studies. The University of Dodoma.
- Mazunya, M. (2011). Les défis linguistiques au sein de l'East African Community : cas de l'identité francophone du Burundi. *Dans LES CAHIERS DE L'ORIENT 2011/3 (No 103), PAGES 141 à 146*
- Modou, M. (2016). *Étude du marché de la traduction au Sénégal*. Mémoire de Master inédit. ASTI, Université de Buéa.
- Nkurunziza, F. (2021). The Status of the Translation Profession in Burundi. Mémoire de master inédit. ASTI, PAUTRAIN, Université de Buea.
- Nord, C. (2014). *Similarity and strangeness in the translation of New Testament and early Christian texts*. Amsterdam/New York : Rodopi.
- Ntiranyibagira, C. (2017). La politique Linguistique du Burundi : Evolution et Perspectives. *Revue Sénégalaise de Langues et de Littérature*, 10 (1), 69-80.
- Pabame, I. (2017). Le marché de la traduction au Tchad : état des lieux, défis et perspectives. Mémoire de master inédit. ASTI, Université de Buea.
- Pergnier, M. (2017). Fondements sociolinguistiques de la traduction. *Sociolinguistica*. <https://doi.org/10.1515/soci-2018-0024>.
- Rodriguez, Q. (2022). Vaincre Babel : Pourquoi la traduction est essentielle à la paix et au développement durables. Chronique ONU <https://www.un.org/fr/chronique-onu/vaincre-babel%C2%A0-pourquoi-la-traduction-est-essentielle-%C3%A0-la-paix-et-au-d%C3%A9veloppement#:~:text=La%20traduction%20permet%20l'inclusion,un%20moyen%20d'%C3%AAtre%20entendue>.
- Sapiro, G. (2009). L'Europe, centre du marché mondial de la traduction. *Dans L'espace intellectuel en Europe (2009)*, pages 249 à 297. <https://www.cairn.info/l-espace-intellectuel-en-europe--9782707157805-page-249.htm>
- Simons, F. (2018). *Ethnologue: languages of Africa and Europe*. Summer Institute of Linguistics, Academic Publications; 21<sup>st</sup> ed.
- Vinay, J. -P., & Darbelnet (1977). *Stylistique comparée du Français et de l'anglais : méthode de traduction*. (2<sup>nd</sup> Eds). Paris: Didier.
- Whelan, J. et Msefer, K. (1996). *Economic Supply & Demand*. MIT System Dynamics in Education Project